



Place de la Mairie - 26120 MALISSARD
Direction Générale Tél. 04 75 85 22 00
contact.accueil@malissard.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS du CONSEIL
MUNICIPAL de MALISSARD**
Nombre de conseillers en exercice : 23
Date de Convocation : 23 / 02 / 2023

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 27 février à 19 h, le Conseil Municipal de la Commune de Malissard, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, sous la présidence de Jean-Marc VALLA, Maire.

Présent.e.s : I. BLASSENAC, L. BARRAL, L. BLANDIN JOUBERT, C. COUR ; S. DUPRET, J-M VALLA, Y. ESCOFFIER, J-M SOUCIET, F. GAILLARD, L. JOUD, G. JOURDAN, F. BRES-DUFOUR, M. MEITER, N. FERREIRA. F. ESPOSITO.

Absent.e.s ayant donné.e.s procuration : P. ALBOUSIERE à I. BLASSENAC, E. CHALÉAT à Y. ESCOFFIER, L. DUSSERT à J- VALLA, C. FERREIRA VALLA à N. FERREIRA

Absent.e.s excusé.e.s : W. GILHARD, S. MAITRE.

Absent.e.s : L. ROUVEYROL et E. BARSCZUS.

Florence BRES DUFOUR est nommée en tant que secrétaire de séance.

05.2023 LOTISSEMENT « LES RÉSIDENCES DE ROCHE-COLOMBE » - CLASSEMENT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES RÉSEAUX

Monsieur le Maire rappelle que l'association syndicale libre « Les Résidences de Roche-Colombe » a sollicité la Commune pour l'intégration au domaine public des voies, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe ».

Monsieur le Maire informe que le service assainissement de Valence Romans Agglo a rappelé la nécessité que la commune de Malissard statue sur l'intégration de la voirie du lotissement, laquelle conditionne, le cas échéant, l'engagement des travaux relevant de la compétence de la communauté d'agglomération.

Monsieur le Maire informe qu'en vertu des dispositions de l'article L 141-3 du Code de la Voirie routière, le Conseil Municipal est compétent pour prononcer le classement des voies communales. Il précise que le classement envisagé n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation qu'assurent la voie du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe » et que, par conséquent, la dispense d'enquête publique est acquise sur le fondement de l'article L 141-3.

Considérant que les conditions sont remplies pour que le Conseil Municipal autorise la mutation foncière nécessaire au classement dans le domaine public de l'assiette foncière des voies, des réseaux divers et des espaces verts du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe »,

Vu l'accord à l'unanimité de l'Association Syndicale du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe » intervenu le 17 juin 2021 pour l'incorporation de la voirie réseaux divers et le 21 janvier 2023 pour la participation aux travaux pour la reprise de l'éclairage public à hauteur de 2 812,20 € TTC et de l'assainissement à hauteur de 2 634,00 € TTC.

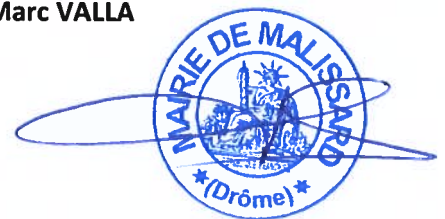
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'UNANIMITÉ :

- **d'ENTÉRINER** l'intégration des voiries, des réseaux et des espaces verts du lotissement « Les Résidences de Roche-Colombe » dans le domaine public communal,
- **d'APPROUVER** le classement dans le domaine public communal des parcelles à usage de voirie :
 - AC 525 d'une surface de 11 m²
 - AC 549 d'une surface de 220 m²
 - AC 550 d'une surface de 3 568 m²
 - AC 552 d'une surface de 90 m²
- **d'AUTORISER** la mutation foncière nécessaire afin qu'elle soit incorporée dans le domaine public communal,
- **de DIRE** que le transfert de ces parcelles dans le domaine public communal éteint, par lui-même et à dater de ce jour, tous droits réels et personnels existants sur le bien transféré,
- **de DIRE** que la présente délibération sera publiée et enregistrée au bureau des hypothèques de Valence par le dépôt de l'acte de classement,
- **d'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'acte de transfert de propriété correspondant et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **d'APPROUVER**, dans l'hypothèse où l'accord unanime de l'ensemble des propriétaires de parcelles précités ne pourraient être obtenu, le recours à la procédure de transfert d'office sans indemnité au titre de l'article L318-3 du code de l'urbanisme pour les parcelles concernées,
- **d'APPROUVER**, dans ce même cas, le lancement de l'enquête publique afférente et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à sa bonne exécution.

Le Maire, Jean-Marc VALLA

Ainsi fait et délibéré, à Malissard, les jours, mois et an susdits,

Affiché le 06 mars 2023



La présente délibération, qui sera transmis au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE -2 place de Verdun-BP 1135- 38022 GRENOBLE Cedex-. En application du décret n° 2018-251 du 06 avril 2018, la saisine de la juridiction pourra également se faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr.